

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1979 B 07866

Numéro SIREN : 950 039 065

Nom ou dénomination : COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 01/06/2018 sous le numéro de dépôt 35615



20180356152017

DATE DEPOT : 01/06/2018

N° DE DEPOT : 35615

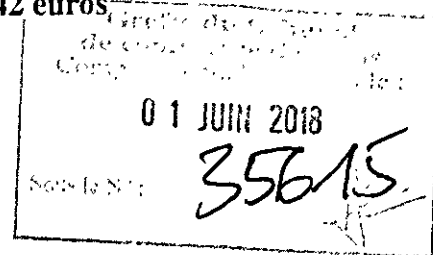
N° GESTION : 1979B07866

N° SIREN : 950039065

DENOMINATION : COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

ADRESSE : 1-3 rue Lulli 75002 Paris

MILLESIME : 2017



**RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE PRESENTE A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 3 AVRIL 2018**

*EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2017
COMPTES CONSOLIDES*

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du code de commerce, nous vous présentons ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

L'exercice clos le 31 août 2017 constitue le 15^{ème} exercice de consolidation obligatoire du groupe. Les comptes consolidés ont été établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur, et notamment le règlement n°99-02 du comité de réglementation comptable.

Vous trouverez en annexe aux comptes consolidés le référentiel comptable, les modalités de consolidation, les méthodes et règles d'évaluation ainsi que le périmètre de consolidation avec un organigramme au 31 août 2017.

Les changements comptables susceptibles d'affecter la comparabilité des comptes sont de trois natures :

- changement de méthodes comptables,
- changement d'estimation,
- correction d'erreurs.

Il n'y a pas de changement de méthode comptable dans l'exercice.

Les événements importants survenus sur le périmètre de consolidation sont :

- La société C&D a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les périodes :
 - o du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2014, pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées ;
 - o du 1^{er} septembre 2014 au 31 décembre 2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA
- o La société IDRAC SARL a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 août 2015. Ce contrôle a démarré au cours de l'exercice du 2015/2016. Les redressements proposés ont été acceptés et comptabilisés.

- Le 12 décembre 2016, la société a conclu un contrat de prêt avec la société IGEFI aux termes duquel C&D lui consent un prêt d'un montant de 200.000 € au taux d'intérêt de 1% par an. Cette somme a été versée à IGEFI le même jour. Le prêt, intérêt compris sera remboursable en une seule échéance au plus tard le 21 décembre 2021;
- le 16 décembre 2016, la société a autorisé la SCI ILE DE BEAULIEU à :
 - o intervenir à l'avenant à l'acte de VEFA du 15 avril 2016 ;
 - o conclure un avenant au contrat de crédit-bail immobilier du 15 avril 2016, augmentant le montant total de l'investissement de 12.060.000 € à 13.560.000 €. Ces avenants ont été signés le 20 décembre 2016. Corrélativement, le montant garanti par la société, en qualité de caution de sa filiale est porté de 12.060.000 € à 13.560.000€
- la société DGC a été liquidée le 5 août 2016 et radiée du registre de commerce et des sociétés de Paris le 18 août 2016.

1. SITUATION ET EVOLUTION DES AFFAIRES, DE L'ACTIVITE, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE C&D :

Nous vous rappelons que l'activité du groupe s'articule autour de deux axes principaux :

- l'enseignement (2^{ème} et 3^{ème} cycle),
- la formation professionnelle continue (inter, intra et alternance).

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2017, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 38.292 K€ contre 35.067 K€ pour l'exercice précédent dont :

- 29.859 K€ pour l'activité formation professionnelle,
- 204 K€ pour l'activité d'enseignement,
- 8.229 K€ d'activités diverses, essentiellement de la refacturation.

Le résultat net des entreprises intégrées s'est soldé, au 31 août 2017, par un bénéfice de 1.611 K€ contre 511 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'est soldé, au 31 août 2017, par un bénéfice de 1.582 K€ contre 301 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des intérêts minoritaires, le résultat net du groupe C&D est positif de 1.358 K€ contre 107 K€ pour l'exercice précédent.

Les capitaux propres (part du groupe) s'élèvent à 7.782 K€ contre 6.624 K€ pour l'exercice précédent.

Ses dettes s'élèvent, au cours de l'exercice clos le 31 août 2017, à 43.734 K€ contre de 34.234 K€ pour l'exercice précédent.

L'effectif moyen de l'exercice 2017 s'élève à 121 personnes contre 122 personnes pour l'exercice précédent.

2. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Un organigramme du périmètre de consolidation du groupe vous est communiqué en annexe aux états financiers (pages 12).

Ce organigramme fait apparaître les pourcentages de la participation de la société C&D dans le capital social de ses filiales.

3. EVOLUTIONS PREVISIBLES DU GROUPE : PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LES ENTREPRISES APPARTENANT AU PERIMETRE D'INTEGRATION SERONT CONFRONTEES

Nous avons l'intention de poursuivre les objectifs définis antérieurement et de développer de nouvelles stratégies afin de maintenir notre activité.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 août 2017, date de la clôture de l'exercice, il est à signaler :

- l'ouverture d'un campus à La Défense (20 bis Jardins Boieldieu – Paris La Défense 8 - 92800 PUTEAUX) qui accueillera à terme tous les centres de formation.
- l'ouverture du campus de Nantes situé 16 boulevard Général De Gaulle – 44200 NANTES,
- l'agrandissement du campus de Lyon

5. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT.

Nous vous informons que le groupe n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Votre conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Fait à Paris, le 21 février 2018

Le Président
Roger SERRE



EXTRAIT

COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 1 659 042 euros
Siège social : 1-3, rue Lulli, 75002 PARIS
950 039 065 RCS PARIS

.../...

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 3 AVRIL 2018

PROPOSITION DE LA RESOLUTION D'APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2017

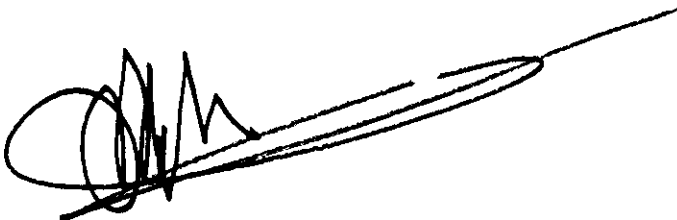
PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, l'Assemblée donne pour l'exercice clos le 31 août 2017, quitus de sa gestion au président

Vote de l'Assemblée Générale du 3 avril 2018 : Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
LE PRESIDENT
ROGER SERRE



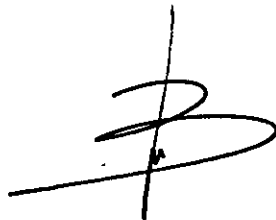


Groupe Compétences et Développement
Comptes consolidés
Périmètre Légal

Exercice clos au 31 Août 2017

**COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A L'ORIGINAL.**

Nicolas BERTRAND
Directeur Général



Groupe Compétences et Développement
1-3 Rue du Lulli
75002 Paris

1 Evenements significatifs

✓ La société Compétences et Développement SAS fait l'objet d'un contrôle fiscal, portant sur les périodes :

- allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2014 pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées,
- Et du 1^{er} septembre 2014 au 31 décembre 2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA.

La commission Départementale des Impôts Directs a demandé son avis du 12 octobre 2016 l'abandon des rectifications proposés par l'Administration Fiscale.

✓ La société IDRAC SARL a fait l'objet d'une vérification de comptabilité qui porte sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 août 2015.

Ce contrôle a démarré au cours de l'exercice du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016 et s'est terminé au cours de l'exercice du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017. Les redressements proposés ont été acceptés et comptabilisés.

2 Bilan consolidé

La présentation du bilan consolidé est en k€.

ACTIF	31/08/17	31/08/16	Note n°	PASSIF	31/08/17	31/08/16	Note n°
<i>Actif immobilisé</i>	16 076	9 671		<i>Capitaux propres (part du groupe)</i>	7 782	6 624	8 8
Ecarts d'acquisition	386	452	8.1	Capital	1 659	1 659	
Immobilisations incorporelles	685	729	8.2	Report à nouveau	3 278	3 171	
Immobilisations corporelles	13 701	7 125	8.3	Réserves consolidées	1 486	1 687	
Immobilisations financières	758	787	8.4	Résultat consolidé	1 358	107	
Titres mis en équivalence	547	576	8.4	<i>Intérêts minoritaires</i>	868	644	
				<i>Provisions pour risques et charges</i>	793	753	8.9
				<i>Emprunts et dettes financières</i>	12 374	5 701	8.11
<i>Actif circulant</i>	37 099	32 584		<i>Dettes Exploitation</i>	31 360	28 533	8.12
Stocks et en-cours	0	0	8.5				
Avances et acomptes versés sur commandes	30	22	8.6-8.7	Avances et acomptes reçus	55	163	
Clients et comptes rattachés	24 966	21 756		Fournisseurs et comptes rattachés	23 018	20 065	
Autres créances	5 512	5 220		Fiscales et sociales	7 667	6 987	
Charges constatées d'avances	691	460		Produits constatés d'avance	105	83	
Impôts différés	0	0	8.10	Autres dettes et comptes de régularisation	515	1 236	
Valeurs mobilières de placement	0	68					
Disponibilités	5 900	5 057					
TOTAL	53 176	42 255		TOTAL	53 176	42 255	

3 Compte de résultat consolidé

La présentation du compte de résultat consolidé est en k€.

	31/08/17	31/08/16	Note n°
Chiffre d'affaires	38 292	35 067	8.13.1
Autres produits d'exploitation	2 643	3 468	8.13.2
Achats consommés	(712)	(579)	
Autres achats et charges externes	(26 130)	(24 714)	
Charges de personnel	(8 624)	(9 008)	8.13.3
Autres charges d'exploitation	(964)	(1 111)	
Impôts et taxes	(648)	(741)	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 469)	(1 476)	8.13.4
Résultat d'exploitation	2 388	906	8.13
Charges et produits financiers	(45)	(43)	8.14
Résultat courant des entreprises intégrées	2 343	863	
Charges et produits exceptionnels	(190)	(27)	8.15
Impôts sur les bénéfices	(376)	(649)	8.16
Impôts différés	(165)	325	8.16
Résultat net des entreprises intégrées	1 611	511	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	37	(141)	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(66)	(69)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 582	301	
Intérêts minoritaires	224	195	
Résultat net (part du groupe)	1 358	107	
Résultat par action	14,74 €	1,16 €	
Résultat dilué par action	14,74 €	1,16 €	

4 Tableau de flux de trésorerie consolidé

La présentation du tableau de flux consolidé se fait en k€.

	31/08/2017	31/08/2016
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET D'ENSEMBLE DES SOCIETES INTEGREES	1 582	301
Quote part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	(37)	141
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	563	829
- Variation des impôts différés	165	(325)
- Dividendes des sociétés en équivalence		0
- Plus-values de cession		0
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	2 272	946
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	(970)	(658)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 302	288
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(264)	(798)
Cession d'immobilisations	175	163
Trésorerie nette sur variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(89)	(635)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(200)	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		(0)
Augmentations de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	157	121
Remboursements d'emprunts	(396)	(309)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(440)	(188)
VARIATION DE TRESORERIE	774	(535)
Trésorerie d'ouverture	5 126	5 661
Trésorerie de clôture	5 900	5 126



14, place Gabriel Péri
75008 Paris



KPMG SA
Tour Egho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Compétences et Développement

Société par Actions Simplifiée

1-3 rue Lulli – 75002 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2017

Ce rapport contient 32 pages



14, place Gabriel Péri
75008 Paris



KPMG SA
Tour Egho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Compétences et Développement SAS

Siège social : 1-3, rue Lulli – 75002 Paris

Capital social : € 1 659 042

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2017

A l'Assemblée Générale de la société Compétences et Développement,

1 Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Compétences et Développement relatifs à l'exercice clos le 31 août 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- Périmètre de consolidation : nous nous sommes assurés de la correcte détermination du périmètre de consolidation retenu, tel que détaillé dans la note 6 de l'annexe ;
- Opérations intragroupes : nous avons contrôlé l'existence, l'exhaustivité et l'exactitude des éliminations portant sur les opérations internes au groupe ;
- Contrats de location financement : nous avons contrôlé le correct retraitement des contrats de location-financement, selon les modalités décrites dans la note 5.4.4 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 Vérification du rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

6 Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

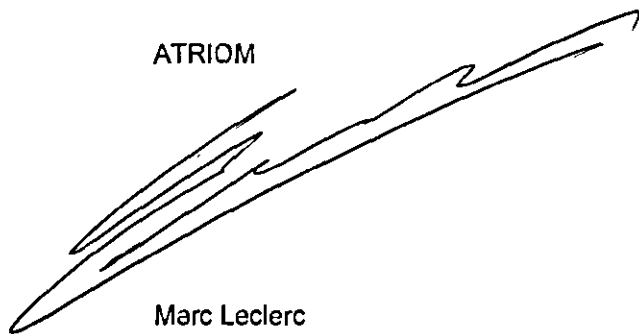
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris, le 14 mars 2018

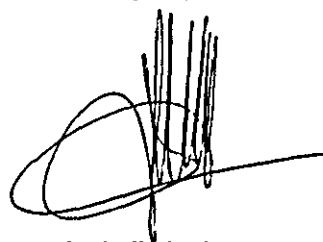
ATRIOM



Marc Leclerc
Associé

Paris La Défense, le 14 mars 2018

KPMG SA



Isabelle Le Loroux
Associée



Groupe Compétences et Développement
Comptes consolidés
Périmètre Légal

Exercice clos au 31 Août 2017

Groupe Compétences et Développement
1-3 Rue du Lulli
75002 Paris

Sommaire

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

1	Evenements significatifs	4
2	Bilan consolidé	5
3	Compte de résultat consolidé	6
4	Tableau de flux de trésorerie consolidé	7
5	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	8
5.1	Référentiel comptable	8
5.2	Utilisation d'estimation	8
5.3	Modalités de consolidation	8
5.3.1	Méthodes de consolidation	8
5.3.2	Écarts d'acquisition	9
5.3.3	Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées	9
5.4	Méthodes et règles d'évaluation	10
5.4.1	Immobilisations incorporelles	10
5.4.2	Immobilisations corporelles	10
5.4.3	Impôts différés	10
5.4.4	Contrats de location-financement	11
5.4.5	Immobilisations financières	11
5.4.6	Créances et dettes	11
5.4.7	Engagements de retraite	11
5.4.8	Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant	11
5.4.9	Résultats par action	11
6	Périmètre de consolidation	12
6.1	Activité	12
6.2	Organigramme au 31 août 2017	12
6.3	Liste des sociétés consolidées	13
6.4	Sociétés exclues du périmètre de consolidation	13
7	Comparabilité des comptes	14
7.1	Changements comptables	14
7.2	Variations de périmètre	14
8	Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations	15

8.1	Ecart d'acquisition	15
8.2	Immobilisations incorporelles	15
8.3	Immobilisations corporelles	16
8.4	Immobilisations financières	16
8.5	Stocks et en-cours	16
8.6	Ventilation des créances par échéance	17
8.7	Dépréciation de l'actif circulant	17
8.8	Capitaux propres	18
8.8.1	Composition du capital social	18
8.8.2	Variation des capitaux propres – Part du groupe	18
8.9	Provisions pour risques et charges	18
8.10	Impôts différés	19
8.11	Emprunts et dettes financières	20
8.12	Dettes d'exploitation	20
8.13	Résultat d'exploitation	21
8.13.1	Chiffre d'affaires par secteur	21
8.13.2	Autres produits	21
8.13.3	Les charges du personnel et effectif	21
8.13.4	Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation	22
8.14	Résultat financier	22
8.15	Résultat exceptionnel	23
8.16	Impôt sur les bénéfices et impôts différés	24
8.16.1	Analyse de l'impôt sur les bénéfices et impôts différés	24
8.16.2	Preuve d'impôt	24
8.16.3	Suivi des déficits fiscaux	25
9	Engagements hors bilan	26
9.1.1	Engagements donnés	26
9.1.2	Engagements reçus	26
10	Autres informations	27
10.1.1	Événements postérieurs à la clôture	27
10.1.2	Honoraires des Commissaires aux comptes	27
10.1.3	Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction	27

1 Evenements significatifs

✓ La société Compétences et Développement SAS fait l'objet d'un contrôle fiscal, portant sur les périodes :

- allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2014 pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées,
- Et du 1^{er} septembre 2014 au 31 décembre 2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA.

La commission Départementale des Impôts Directs a demandé son avis du 12 octobre 2016 l'abandon des rectifications proposés par l'Administration Fiscale.

✓ La société IDRAC SARL a fait l'objet d'une vérification de comptabilité qui porte sur la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 août 2015.

Ce contrôle a démarré au cours de l'exercice du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016 et s'est terminé au cours de l'exercice du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017. Les redressements proposés ont été acceptés et comptabilisés.

2 Bilan consolidé

La présentation du bilan consolidé est en k€.

ACTIF	31/08/17	31/08/16	Note n°	PASSIF	31/08/17	31/08/16	Note n°
Actif immobilisé	16 076	9 671		Capitaux propres (part du groupe)	7 782	6 624	8.8
Ecarts d'acquisition	388	452	8.1	Capital	1 659	1 659	
Immobilisations incorporelles	685	729	8.2	Report à nouveau	3 278	3 171	
Immobilisations corporelles	13 701	7 125	8.3	Réserves consolidées	1 486	1 687	
Immobilisations financières	758	787	8.4	Résultat consolidé	1 358	107	
Titres mis en équivalence	547	578	8.4	Intérêts minoritaires	868	644	
				Provisions pour risques et charges	793	753	8.9
				Emprunts et dettes financières	12 374	5 701	8.11
Actif circulant	37 099	32 584		Dettes Exploitation	31 360	28 533	8.12
Stocks et en-cours	0	0	8.5				
Avances et acomptes versés sur commandes	30	22	8.6-8.7	Avances et acomptes reçus	55	163	
Clients et comptes rattachés	24 968	21 756		Fournisseurs et comptes rattachés	23 018	20 065	
Autres créances	5 512	5 220		Fiscales et sociales	7 667	8 987	
Charges constatées d'avances	691	460		Produits constatés d'avance	105	83	
Impôts différés	0	0	8.10	Autres dettes et comptes de régularisation	515	1 236	
Valeurs mobilières de placement	0	68					
Disponibilités	5 900	5 057					
TOTAL	53 176	42 255		TOTAL	63 176	42 255	

3 Compte de résultat consolidé

La présentation du compte de résultat consolidé est en k€.

	31/08/17	31/08/16	Note n°
Chiffre d'affaires	38 292	35 067	8.13.1
Autres produits d'exploitation	2 643	3 468	8.13.2
Achats consommés	(712)	(579)	
Autres achats et charges externes	(26 130)	(24 714)	
Charges de personnel	(8 624)	(9 008)	8.13.3
Autres charges d'exploitation	(964)	(1 111)	
Impôts et taxes	(648)	(741)	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 469)	(1 476)	8.13.4
Résultat d'exploitation	2 388	906	8.13
Charges et produits financiers	(45)	(43)	8.14
Résultat courant des entreprises Intégrées	2 343	863	
Charges et produits exceptionnels	(190)	(27)	8.15
Impôts sur les bénéfices	(376)	(649)	8.16
Impôts différés	(165)	325	8.16
Résultat net des entreprises intégrées	1 611	511	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	37	(141)	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(66)	(69)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 582	301	
Intérêts minoritaires	224	195	
Résultat net (part du groupe)	1 358	107	
Résultat par action	14,74 €	1,16 €	
Résultat dilué par action	14,74 €	1,16 €	

4 Tableau de flux de trésorerie consolidé

La présentation du tableau de flux consolidé se fait en k€.

	31/08/2017	31/08/2016
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET D'ENSEMBLE DES SOCIETES INTEGREES	1 582	301
Duote part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	(37)	141
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	563	829
- Variation des impôts différés	165	(325)
- Dividendes des sociétés en équivalence		
- Plus-values de cession		0
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	2 272	946
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	(970)	(658)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 302	288
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(264)	(798)
Cession d'immobilisations	175	163
Trésorerie nette sur variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(89)	(635)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(200)	0
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		(0)
Emissions d'emprunts	157	121
Remboursements d'emprunts	(396)	(309)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(440)	(188)
VARIATION DE TRESORERIE	774	(535)
Trésorerie d'ouverture	5 126	5 661
Trésorerie de clôture	5 900	5 126

5 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

5.1 Référentiel comptable

Le groupe Compétences et Développement est soumis à l'obligation de consolider depuis le 1^{er} janvier 2003.

Les comptes consolidés du Groupe Compétences et Développement sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France, selon les dispositions du règlement n°99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés.

5.2 Utilisation d'estimation

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment des immobilisations corporelles, des impôts différés actifs, des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou de situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, ultérieurement, différentes de la réalité.

5.3 Modalités de consolidation

5.3.1 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les sociétés considérées comme significatives, dans lesquelles la société Compétences et Développement exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.
- Les sociétés dans lesquelles, Compétences et Développement exerce un contrôle conjoint, sont consolidées par intégration proportionnelle. La SCI des Chasseurs, est ainsi intégrée proportionnellement au pourcentage de détention de la société Compétences et Développement, soit 33,33 %.
- Les sociétés dans lesquelles Compétences et Développement exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les sociétés intégrées en mise en équivalence sont :

Filiales	Valeur des titres mise en équivalence	Contribution au Résultat consolidé
CIEFA SA	542	34
CIEFA RA	5	72
Total	547	38

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note 6.3 - « Périmètre de consolidation ».

5.3.2 Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation,
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Cette durée maximale est estimée à 10 ans.

Selon le règlement n° 2015-07, depuis le 1er janvier 2016, l'écart d'acquisition n'est plus systématiquement amorti. Il appartient à l'entité consolidante de déterminer la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur des aspects techniques, économiques et juridiques.

Les entreprises sont autorisées, sans qu'elles aient besoin de le justifier, à conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan à la clôture au 31 décembre 2015.

Le groupe Compétences et Développement a opté pour la poursuite du plan d'amortissement initial pour tous les écarts d'acquisition existant au 31 août 2016.

5.3.3 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Au 31 août 2017, la consolidation porte sur toutes les entités du périmètre clôturant à cette date, à l'exception de SCI des Chasseurs ; SCI rue des Saumonières ; SCI Ils de Beaulieu ; ECOMA ; CIEFA SA et CIEFA RA clôturant leurs comptes au 31 décembre 2016 et pour lesquelles une situation comptable a été établie en date du 31 août 2017.

5.4 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Compétences et Développement sont décrits dans les paragraphes suivants :

5.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

Les éventuelles transactions ou restructurations réalisées avec dégagement d'une plus-value entre les sociétés faisant partie du périmètre ne sont pas maintenues dans les comptes consolidés.

Les immobilisations incorporelles peuvent être amorties selon le mode linéaire, sur des périodes qui correspondent à leur protection légale ou à leur durée d'utilisation prévue.

Les fonds de commerce non amortis dans les comptes individuels sont amortis dans les comptes consolidés sur une durée de 15 ans.

5.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	De 10 à 60 ans
Installations	5 à 10 ans
Matériel et mobilier	3 à 5 ans

5.4.3 Impôts différés

Le groupe comptabilise des impôts différés issus :

- des retraitements d'homogénéisation,
- des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur, soit 28,00 %.

En application du règlement CRC n°99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. Un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe, dont la tête est C&D.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels imputer. A contrario, si la probabilité de récupération n'est pas établie, il est interdit de comptabiliser un actif d'impôt différé au titre des déficits reportables

5.4.4 Contrats de location-financement

Ce retraitement optionnel consiste à constater en tant qu'immobilisations et dettes financières, les biens financés par voie de location-financement. Celui-ci est mis en œuvre lorsque l'impact sur les états consolidés présente un caractère significatif, soit une valeur d'actif supérieure à 15 K€.

5.4.5 Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres en compte la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

5.4.6 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5.4.7 Engagements de retraite

Le montant des droits aux indemnités de départ à la retraite acquis par les salariés est déterminé par application de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ; celui-ci est calculé selon la convention collective des organismes de formation et la convention collective de l'enseignement privé hors contrat.

Une provision est comptabilisée à ce titre dans les comptes sociaux.

5.4.8 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière récurrente et régulière.

5.4.9 Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6 Périmètre de consolidation

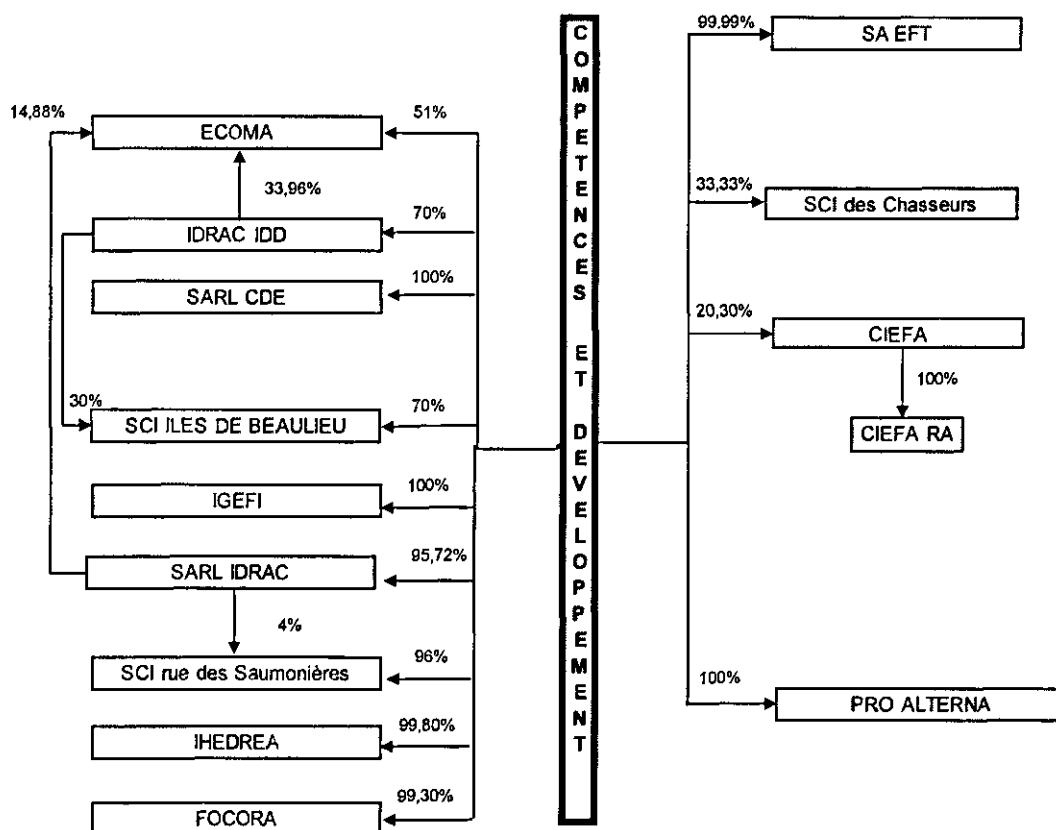
6.1 Activité

L'activité du groupe s'articule autour de trois secteurs :

- L'enseignement (2^{ème} et 3^{ème} cycle),
- La formation professionnelle continue (inter, intra, alternance),
- Autres (prestations de contrat d'assistance, prestations de services, prestations de services refacturées)

6.2 Organigramme au 31 août 2017

L'organigramme ci-dessous fait apparaître les pourcentages de contrôle des sociétés consolidées.



6.3 Liste des sociétés consolidées

Unités	Clôture			Ouverture		
	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
Compétences & Développement	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
Centre Dentaires Européen	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
SCI des Chasseurs	33,33 %	33,33 %	IP	33,33 %	33,33 %	IP
CIEFA S.A.	20,30 %	20,30 %	MEE	20,30 %	20,30 %	MEE
CIEFA RHONE ALPES	20,30 %	20,30 %	MEE	20,30 %	20,30 %	MEE
Enseignement Formation Tourisme	99,99 %	99,99 %	IG	99,99 %	99,99 %	IG
PRO ALTERNA	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
ECOMA	89,02 %	99,84 %	IG	89,02 %	99,84 %	IG
FOCORA	99,30 %	99,30 %	IG	99,30 %	99,30 %	IG
IDRAC Développement	91,00 %	100,00 %	IG	70,00 %	70,00 %	IG
IDRAC Sarl	95,72 %	95,72 %	IG	95,72 %	95,72 %	IG
IGEFI	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
IHEDREA	99,80 %	99,80 %	IG	99,80 %	99,80 %	IG
SCI rue des Saumonières	99,83 %	100,00 %	IG	99,83 %	100,00 %	IG
SCI Ile de Beaulieu	91,00 %	100,00 %	IG	91,00 %	100,00 %	IG

Nomenclature des méthodes de consolidation:

NI signifie Non Intégrée
IG signifie Intégration Globale
IP signifie Intégration Proportionnelle
MEE signifie Mise En Equivalence

Société	Forme juridique	N° SIRET	Adresse	Date entrée	Acquisition ou création
Compétences & Développement	SAS	950 039 065 000 103	1-3 rue du Lulli - 75 002 Paris	N/A	N/A
Centre Dentaires Européen	SARL	402 212 344 000 53	1 bis rue de l'Est - 75 020 Paris	30/06/95	Création
SCI des Chasseurs	SCI	414 813 943 000 11	7-11 rue des Chasseurs - 75 020 Paris	27/11/97	Création
CIEFA S.A.	SA	332 641 463 000 28	12 rue Alexandre Parodi - 75 010 Paris	06/06/85	Création
CIEFA RHONE ALPES	SAS	477 546 337 000 15	47 rue Sergent Berthet - 69 258 Lyon cedex 09	01/01/04	Création
Enseignement Formation Tourisme	SA	380 319 558 000 53	7-11 avenue des Chasseurs - 75 020 Paris	01/07/02	Acquisition
PRO ALTERNA	SARL	399 134 691 000 68	7-11 avenue des Chasseurs - 75 020 Paris	08/11/94	Création
ECOMA	SA	391 763 448 000 27	1 rue des Médiens - 38 130 Echirolles	01/03/03	Acquisition
FOCORA	SA	388 428 975 000 40	47 rue Sergent Berthet - 69 258 Lyon cedex 09	30/12/93	Acquisition
IDRAC Développement	SARL	402 821 664 000 40	1-3 rue du Lulli - 75 002 Paris	29/09/95	Création
IDRAC Sarl	SARL	420 720 567 000 15	7-11 avenue des Chasseurs - 75 020 Paris	01/11/98	Création
IGEFI	SARL	389 617 564 000 23	7-11 avenue des Chasseurs - 75 020 Paris	06/08/93	Création
IHEDREA	SARL	349 810 499 000 54	7-11 avenue des Chasseurs - 75 020 Paris	19/05/92	Acquisition
SCI rue des Saumonières	SCI	351 028 485 000 18	11 rue des Saumonières - 44 300 Nantes	30/06/93	Acquisition
SCI Ile de Beaulieu	SCI	818 564 338 000 15	1-3 rue du Lulli - 75 002 Paris	19/02/18	Création

6.4 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes sont non consolidées dans la mesure où le groupe n'exerce pas d'influence notable.

Société	Titres détenus par	Capital détenu à	Valeur brute des titres non consolidés	Provision	Valeur nette comptable	Motif
ISM	C&O	10,00%	2K€		2K€	Absence d'influence notable
Autres participations non significatives	C&D et IHEDREA		2,3K€	1,9K€	0,4K€	Absence d'influence notable
TOTAL			4,3K€	1,9K€	2,4K€	

7 Comparabilité des comptes

7.1 Changements comptables

Les changements comptables susceptibles d'affecter la comparabilité des comptes sont de trois natures :

- Changement de méthodes comptables,
- Changement d'estimations,
- Correction d'erreurs.

Aucun changement comptable de nature à affecter la comparabilité des comptes est survenu au cours de l'exercice.

7.2 Variations de périmètre

Le groupe n'a pas fait d'acquisition ni de cession sur l'exercice.

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés et sont présentés en k€.

8.1 Ecart d'acquisition

	31/08/2015	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres Mvt	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres Mvt	31/08/2017
Valeurs brutes											
IGEFI	20					20					20
EFT	145					145					145
FOCORA	584					584					584
DGC	74	(74)									
C & D (Institut Renaudeau + IFAG DEV)	230					230					230
IDRAC	576					576					576
FLOR	126					126					126
PRO ALTERNA	25					25					25
Total	1 781	(24)				1 707					1 707
Amortissements											
IGEFI	(4)		(2)			(6)		(2)			(6)
EFT	(145)					(145)					(145)
FOCORA	(584)					(584)					(584)
DGC	(74)	74									
C & D (Institut Renaudeau + IFAG DEV)	(145)		(17)			(163)		(17)			(180)
IDRAC	(161)		(46)			(208)		(46)			(254)
FLOR	(121)		(3)			(125)		(1)			(126)
PRO ALTERNA	(25)					(25)					(25)
Total	(1 259)	74	(69)			(1 254)		(66)			(1 321)
Valeurs nettes											
IGEFI	17		(2)			15		(2)			13
EFT											
FOCORA											
DGC											
C & D (Institut Renaudeau + IFAG DEV)	85		(17)			68		(17)			51
IDRAC	415		(46)			369		(46)			323
FLOR	5		(3)			1		(1)			(0)
PRO ALTERNA											
Total	521		(69)			452		(66)			386

Le groupe C&D a opté pour la poursuite du plan d'amortissement initial (cf paragraphe 5.3.2)

8.2 Immobilisations incorporelles

	31/08/2015	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017
Valeurs brutes											
Frais d'établissement	16					16					16
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets, licences	1 308		127	(0)	42	1 477		37			1 514
Droit au bail	483					483					483
Fonds de commerce											
Immobilisations incorporelles En cours	47		14		(42)	20					20
Autres immobilisations incorporelles											
Avances et acomptes versés											
Total	1 854		141	(0)		1 995		37			2 032
Amortissements											
Frais d'établissement	(13)		(1)			(14)		(1)			(15)
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets, licences	(593)		(192)		(0)	(784)		(79)			(864)
Droit au bail											
Fonds de commerce	(446)		(1)			(447)		(1)			(449)
Immobilisations incorporelles En cours											
Autres immobilisations incorporelles	(20)					(20)					(20)
Avances et acomptes versés											
Total	(1 072)		(194)	(0)	(0)	(1 266)		(81)			(1 347)
Valeurs nettes											
Frais d'établissement	3		(1)			2		(1)			1
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets, licences	716		(65)	(0)	42	692		(42)			650
Droit au bail											
Fonds de commerce	37		(1)			36		(1)			34
Immobilisations incorporelles En cours	28		14		(42)	0					0
Autres immobilisations incorporelles											
Avances et acomptes versés											
Total	783		(53)	(0)	(0)	729		(44)			685

8.3 Immobilisations corporelles

	31/08/2015	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017
Valeurs brutes											
Terrains	166		2 400			2 566					2 566
Constructions	3 123		13		16	3 153					3 153
Installations techniques, mat. & out.				(22)	(9)	3 202		137	(7)		3 332
Autres immobilisations corporelles	3 023		210		(7)	1 376		6 913			8 288
Immobilisations corporelles en cours (*)	7		1 376								
Avances et acomptes											
Total	6 320		3 999	(22)	(0)	10 297		7 049	(7)		17 339
Amortissements											
Terrains											
Constructions	(1 409)		(127)		(14)	(1 550)		(114)			(1 664)
Installations techniques, mat. & out.				22	14	(1 621)		(360)	7		(1 975)
Autres immobilisations corporelles	(1 328)		(329)								
Immobilisations corporelles en cours											
Avances et acomptes											
Total	(2 738)		(458)	22		(3 171)		(474)	7		(3 639)
Valeurs nettes											
Terrains	166		2 400			2 566					2 566
Constructions	1 714		(114)		3	1 603		(114)			1 489
Installations techniques, mat. & out.					4	1 581		(224)			1 357
Autres immobilisations corporelles	1 695		(118)		(7)	1 376		6 913			8 288
Immobilisations corporelles en cours	7		1 376								
Avances et acomptes											
Total	3 582		3 544		(0)	7 125		6 675			13 701

(*) L'augmentation des immobilisations en-cours correspond à la construction du site de Nantes.

8.4 Immobilisations financières

	31/08/2015	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017
Valeurs brutes											
Titres de participations	4				0	4				(0)	4
Autres immobilisations financières	538		431	(163)	(0)	806		145	(175)		777
Titres mis en équivalence	709			(133)		578			(29)		547
Total	1 251		431	(295)		1 387		145	(204)	(0)	1 328
Provisions pour dépréciation											
Titres de participations	(2)					(2)					(2)
Autres immobilisations financières	(22)					(22)					(22)
Titres mis en équivalence											
Total	(23)					(23)					(23)
Valeurs nettes											
Titres de participations	2				0	2				(0)	2
Autres immobilisations financières	516		431	(163)	(0)	785		145	(175)		755
Titres mis en équivalence	709			(133)		578			(29)		547
Total	1 228		431	(295)		1 364		145	(204)	(0)	1 305

Au 31 août 2017, les titres mis en équivalence correspondent aux titres :

- CIEFA = 542 k€
- CIEFA Rhône Alpes = 5 k€

8.5 Stocks et en-cours

Le groupe ne dispose pas de stock ou en-cours au 31 août 2017.

8.6 Ventilation des créances par échéance

Les échéances des créances se décomposent de la manière suivante :

Valeurs brutes	31/08/2016	31/08/2017	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	22	30	30	
Clients et comptes rattachés	23 196	26 670	25 468	1 202
Comptes-courants débiteurs	0	0	0	
Débiteurs divers	971	884	884	
Créances sociales	29	13	13	
Créances fiscales dont IS	4 762	5 156	5 054	102
Charges constatées d'avance	460	691	691	
Total	29 440	33 445	32 141	1 304

8.7 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant s'analysent comme suit :

	31/08/2015	Dotations	Reprises	Reclass	31/08/2016	Dotations	Reprises	Reclass	31/08/2017
Clients et comptes rattachés	1 644	586	(791)	(0)	1 440	652	(388)	0	1 704
Comptes courants débiteurs	0	0	27	(27)	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	1 093	0	(578)	27	542	0	0	0	542
Total	2 737	586	(1 342)	(0)	1 982	652	(388)	0	2 246

	Valeurs Brutes au 31/08/2016	Dépréciations ou reprises	Valeurs nettes au 31/08/2016	Valeurs Brutes au 31/08/2017	Dépréciations ou reprises	Valeurs nettes au 31/08/2017
Clients et comptes rattachés	23 196	(1 440)	21 756	26 670	(1 704)	24 966
Autres créances	5 762	(542)	5 220	6 053	(542)	5 512
Total	28 958	(1 982)	26 976	32 723	(2 246)	30 478

8.8 Capitaux propres

8.8.1 Composition du capital social

Au 31 août 2017, le capital social se compose de 92 169 actions d'une valeur nominale de 18 Euros.

8.8.2 Variation des capitaux propres – Part du groupe

La variation des capitaux propres – part du groupe – se décompose de la manière suivante :

	Capital	Primes	Réserve légale	Report à nouveau	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres
Situation à la clôture 31/08/2015	1 659	5	189	2 378	2 255	34	6 521
Affectation du résultat 2015				34		(34)	(0)
Résultat de l'exercice 2016						107	107
Distribution dividendes							0
Variations de périmètre					(4)		(4)
Reclassement				759	(759)		0
Situation à la clôture 31/08/2016	1 659	5	189	3 171	1 492	107	6 623
Affectation du résultat 2016				107		(107)	0
Résultat de l'exercice 2017						1 358	1 358
Distribution dividendes				0	(200)	0	(200)
Variations de périmètre					(0)		(0)
Reclassement							0
Situation à la clôture 31/08/2017	1 659	5	189	3 278	1 292	1 358	7 782

8.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

	31/08/2015	Dotations	Reprises	Variation ou Reclass	31/08/2016	Dotations	Reprises	Variation ou Reclass	31/08/2017
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	162	240	(157)	0	245	261	(239)	0	267
Provisions pour autres charges	0	16	0	0	16	0	(16)	0	0
Provisions pour autres risques	94	21	(38)	0	77	1	(66)	0	12
Provisions sur valeur d'équivalence négative	58	0	0	8	66	0	0	(66)	0
Provisions impôts différés passif	673			(325)	349			165	514
Total	987	278	(195)	(316)	753	262	(321)	99	793

8.10 Impôts différés

Les impôts différés sont détaillés comme suit :

	31/08/2017	31/08/2016	Variation
Impôts différés actif	0	0	0
Impôts différés passif	514	349	165

Impôt différé par nature :

<i>Impôt différé actif</i>	31/08/2017	31/08/2016
Provision pour départ à la retraite	75	82
Organic	0	1
Effort construction	7	7
Activation impôt différé sur déficits (*)	218	519
Compensation IDA/IDP (**)	(299)	(609)
Total	(0)	0

<i>Impôt différé passif</i>	31/08/2017	31/08/2016
Provisions réglementées	69	74
Crédit-Bail	76	94
Provisions internes	667	790
Compensation IDA/IDP (**)	(299)	(609)
Total	514	349

(*) Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels imputer. A contrario, si la probabilité de récupération n'est pas établie, il est interdit de comptabiliser un actif d'impôt différé au titre des déficits reportables. Cet impôt a été comptabilisé sur Compétences et Développement. (cf. note 8.16.3)

(**) Les montants d'impôt différé actif et passif sont compensés dans la mesure où il existe un périmètre d'intégration fiscale dont la tête est Compétences et Développement.

8.11 Emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont échéancées de la manière suivante :

	31/08/2016	31/08/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0
Intérêts courus non échus	5	5	5	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 590	12 261	838	2 630	8 793
Dettes financières diverses	105	108	55	53	0
Concours bancaires courants	0	0	0	0	0
Total emprunts et dettes financières	5 701	12 374	898	2 683	8 793

La dette de location de financement sur la construction du site de Nantes correspond à 10 688 k€, dont 6 913 k€ de variation de la période.

8.12 Dettes d'exploitation

	31/08/2016	31/08/2017	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes reçus	163	55	55	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	20 065	23 018	22 448	570	0
Dettes sociales	5 822	6 364	6 364	0	0
Dettes fiscales	1 165	1 303	1 302	1	0
Produits constatés d'avance	83	105	105	0	0
Impôts différés passif	349	514	514	0	0
Autres dettes et comptes de régularisation	888	1	1	0	0
Total dettes d'exploitation	28 533	31 360	30 789	571	0

8.13 Résultat d'exploitation

8.13.1 Chiffre d'affaires par secteur

Au 31 août 2017, le groupe est structuré autour de trois principaux secteurs d'activités :

- Formations
- Enseignements
- Autres (prestations de contrat d'assistance, prestation de services et de refacturations)

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Formations	29 859	26 369
Enseignements	204	135
Autres	8 229	8 563
Total	38 292	35 067

8.13.2 Autres produits

Les autres produits s'analysent de la façon suivante :

	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Subventions d'exploitation	15	20
Autres produits - Redevances marques	1 952	1 889
Transferts de charges d'exploitation	3	23
Reprises de provisions d'exploitation	673	1 537
Total Autres produits	2 643	3 468

Les reprises sur l'exercice 2016 sont principalement dues à la liquidation de DCG. (cf. 8.13.4)

8.13.3 Les charges du personnel et effectif

	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Rémunérations du personnel	5 843	6 273
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	2 738	2 728
Autres charges de personnel	42	7
Total charges du personnel	8 624	9 008
Effectif	121	122

8.13.4 Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation

Les reprises et dotations aux amortissements et provisions figurant en résultat d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Reprises de provisions sur actifs circulants	388	1 342
Reprises de provisions sur risques & charges	285	195
Total reprises d'amortissements et de provisions	673	1 537
Dotations aux amortissements incorporels	(81)	(194)
Dotations aux amortissements corporels	(474)	(456)
Dotations aux provisions sur actifs circulants	(652)	(586)
Dotations aux provisions sur risques & charges	(261)	(240)
Total dotations aux amortissements et aux provisions	(1 468)	(1 476)

8.14 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits financiers		
<i>Dividendes</i>	0	0
Revenus des autres créances et VMP	0	0
Produits nets sur cession de VMP	0	0
Autres produits de participation	0	2
Gains de change	0	0
Autres produits financiers	3	10
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	(0)
Total	3	11
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	(48)	(51)
Pertes de change	(0)	0
Autres charges financières	(1)	(3)
Total	(49)	(55)
Résultat financier	(45)	(43)

8.15 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

Le résultat exceptionnel s'analyse de la façon suivante :

	Exercice 2017	Exercice 2016
Produits exceptionnels		
<i>Produits exceptionnels sur exercices antérieurs</i>	83	28
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	0	0
<i>Autres produits exceptionnels</i>	6	55
<i>Résultat de dilution / cession</i>	0	0
<i>Reprises de provisions et transferts de charges</i>	36	0
Total	124	82
Charges exceptionnelles		
<i>Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs</i>	(26)	(35)
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>	0	(0)
<i>Autres charges exceptionnelles (*)</i>	(288)	(36)
<i>Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions</i>	0	(37)
Total	(314)	(109)
Résultat exceptionnel	(190)	(27)

(*) Les autres charges exceptionnelles correspondent principalement aux redressements des contrôles fiscaux (272 k€), aux amendes fiscales (12 k€).

8.16 Impôt sur les bénéfices et impôts différés

8.16.1 Analyse de l'impôt sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Impôts sur les bénéfices	(376)	(649)
Charges (produits) d'impôts différés	(165)	325
Total	(542)	(325)

8.16.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse de la façon suivante :

Rationalisation de l'impôt	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Impôts sur les résultats fiscaux	(404)	(649)
Impôts différés latents	(165)	325
Charge d'impôt sur les résultats consolidés	(569)	(325)
Impôt théorique au taux en vigueur	717	209
Différence d'impôt	148	(116)

Analyse de cette différence d'impôt		
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables	31	78
Imputation de déficits antérieurs	(49)	43
Pertes de filiales fiscalement déficitaires	52	38
CICE	(51)	(57)
Autres	(103)	2
Retètements de consolidation sans impact Impôt différé	23	12
Différences de taux	(51)	
Total	(148)	116

8.16.3 Suivi des déficits fiscaux

Les valeurs des déficits fiscaux reportables non activés et activés dans les comptes consolidés sont détaillées ci-dessous :

STATUT FISCAL	déficit antérieur au 31/08/2016	déficit imputés	déficit de l'exercice	Déficit reportable au 31/08/2017	ID au 31/08/2016	Impact Changement de taux	Impact Résultat	ID au 31/08/2017
TOTAL NON ACTIVES	3 735	1 004	0	2 731	0	0	0	0
TOTAL ACTIVES	1 556	779	0	777	519	-83	-218	218
TOTAL DEFICITS	5 291	1 783	-	3 508	519	83	218	218

Les déficits, pour lesquels un impôt différé actif n'a pas été activé, concernent les entités suivantes :
 Enseignement Formation Tourisme = 669 k€
 IGEFI = 282 k€
 FOCORA = 1 780 k€

La récupération de ces déficits est estimée peu probable.

9 Engagements hors bilan

9.1.1 Engagements donnés

Les engagements donnés sont les suivants :

Le total des engagements au 31 août 2017 est de 19 285 k€ chez Compétences et Développement

- Caution solidaire de Compétences et Développement pour un montant de 4 810 k€ en garantie d'obligations contractées par la SCI Cassin, société portant l'immeuble dans lequel les structures du groupe IGS et Compétences et Développement exercent leur activité à Lyon ;
- Apport en fonds social avec droits de reprise à l'Association ILERI, de 18 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'EPSI ASSO sur des prêts bancaires pour 558 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'IFAG ASSO sur des prêts bancaires pour 63 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'AIPF sur des prêts bancaires pour 276 k€ ;
- Caution en faveur de GENEFIM sur le contrat de crédit-bail pour 13 560 k€ .

9.1.2 Engagements reçus

Chez FOCORA SA :

- Solde dû à la société CIFOD en cas de retour à meilleure fortune suite à l'abandon de créances de 2007 pour 57 k€.

10 Autres informations

10.1.1 Événements postérieurs à la clôture

Il n'existe pas d'évènement postérieur à la clôture.

10.1.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires relatifs aux prestations du collège des Commissaires aux Comptes au titre de l'année 2017 se répartissent ainsi :

	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Honoraires KPMG	94	111
Honoraires ATRIOM	31	30
TOTAL	125	141

10.1.3 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas indiquée car elle aboutirait à communiquer un montant individuel.